

L'énergie

Personne aujourd'hui ne peut dire que les Québécois francophones sont étrangers à la science, à l'«entrepreneurship», au leadership du monde des affaires, du grand monde quoi! Aujourd'hui il n'y a aucun doute que les francophones au Canada savent aussi bien manier la caisse que la plume. Et comble de la veine par excellence, les ressources énergétiques assurent le présent économique du Québec et aussi son avenir. Car le pouvoir hydraulique du Québec, le potentiel de ses gisements de gaz et d'uranium, ces derniers présageant un rôle nucléaire, les études des sources alternatives comme l'énergie solaire ou dérivative des rebuts, alliés à une main-d'œuvre technique croissante, tous ces éléments prédisent pour le Québec un avenir énergétique assuré.

Malheureusement, tout comme son avenir purement économique avait été mis en danger par les vues étroites d'un nombre d'administrations précédentes qui se lançaient, par esprit d'aventure ou par négligence, hors du sentier naturel de l'évolution du Québec, son avenir énergétique est en danger aujourd'hui. L'administration libérale fédérale, jouant sur les besoins de sécurité économique des Québécois lors du référendum, a obtenu d'eux un sursis, une dernière chance pour le fédéralisme, disait-on. Ces mêmes libéraux fédéraux aujourd'hui les abandonnent. Le manque de courage et d'honnêteté des libéraux fédéraux, leur négligence en ce qui a trait à leur sort économique et énergétique sont scandaleux, monsieur le président. C'est vrai que les Québécois préféreraient une constitution bien à eux, créée au Canada, par exemple, trempée de la fierté québécoise également. Mais comme ils ont rejeté les obsessions d'administrations précédentes qui ne se souciaient plus de leurs vrais besoins, je dirais plutôt de l'ensemble de leurs vrais besoins, ceux du cœur et du corps, les Québécois devraient rejeter les vues étroites de leur administration fédérale actuelle. A ceux qui disent que l'homme ne vit que de pain, je répondrai tout simplement qu'ils ont sans doute toujours eu tout le pain qu'il leur fallait, ils peuvent donc se permettre un commentaire aussi égoïste.

L'avenir économique du Québec assurera l'avenir culturel et linguistique du Québec, c'est aussi simple que cela. L'un dépend de l'autre et les Québécois le savent. C'est pourquoi tant d'eux parlent de mettre la main sur les leviers économiques pour arriver à leurs fins. C'est pourquoi tant de démagogues jouent également sur les sentiments des Québécois quand cela leur sourit et d'autres jouent sur leur peur en termes économiques. Parfois, certains réussissent à faire taire les besoins de sécurité et de croissance économiques des Québécois et leur font suivre leur cœur. Les Québécois pourtant se ressaisissent éventuellement. Cette fois-ci cependant, je crains que le temps manque pour leur permettre de se ressaisir.

Sans une provision assurée d'énergie, le Québec manquera le bateau. D'ailleurs, l'énergie représente le plus grand défi de tout le Canada, et du même coup, c'est aussi l'instrument principal qui assurera l'avenir économique du pays. Le Canada aujourd'hui se conduit comme un pays en voie de développement, en termes énergétiques, tandis qu'il devrait se préparer à vivre les pages les plus glorieuses de son histoire.

La dépendance du pétrole étranger va en s'accroissant et ne s'atténue pas, contrairement à ce que les ministres libéraux fédéraux, et surtout le ministre responsable, nous laissent croire. Le Québec dépend à 60 p. 100, en ce qui a trait au pétrole, des pays étrangers. Les Québécois savent ce qui se passe en Iran aujourd'hui, monsieur le président. Ils le constatent à la télévision tous les jours, comme tous les autres Canadiens. Mais les Québécois savent-ils qu'il y a peu de temps, la Nouvelle-Écosse, voisine du Québec, dépendait de l'Iran pour ce qui est de ses approvisionnements en pétrole? Et je ne parle pas ici des besoins des entreprises, des groupes sans visage, mais des provisions d'huile pour le chauffage et de pétrole pour l'auto.

Le Canada importe du pétrole de l'étranger, du Venezuela, du Mexique, de l'Arabie Saoudite. Cette dernière est dans la région où rage la guerre entre l'Iran et l'Iraq. Ces provisions d'huile à chauffage et de pétrole pour l'auto ne vont pas aux provinces de l'Ouest ou même à l'Ontario en grande partie, non, elles servent le Québec et les provinces Maritimes. S'il arrivait une autre guerre, une autre révolution, comme en Iran, ou même un fléau naturel, comme un tremblement de terre, où le Québec trouverait-il son pétrole? Aujourd'hui le Québec dépend du pétrole en grande partie pour le chauffage, les automobiles et l'industrie.

● (1700)

Une voix: Où étiez-vous l'été dernier?

M. La Salle: Je suis habitué, monsieur le président, d'entendre certaines observations venant de l'autre côté, mais ils sont invités eux aussi à exprimer leur inquiétude vis-à-vis de l'absence actuellement des garanties d'autosuffisance en matière énergétique. Pour soixante-quinze p. 100 du chauffage, on utilise l'huile au Québec. L'auto ne consomme que du pétrole et l'industrie utilise surtout de l'huile. D'ailleurs, 78 p. 100 de toute l'énergie consommée au Québec nous viennent de l'huile. Deux cent mille barils d'huile entrent au Québec tous les jours des pays étrangers, 300,000 viennent des provinces productrices de l'Ouest.

Est-ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'inquiète au moins d'assurer que les provisions qui proviennent de l'intérieur du pays soient assurées, ne pouvant certainement assurer l'approvisionnement des pays étrangers? Non, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources envenime le dialogue entre Ottawa et les provinces productrices. Le premier ministre (M. Trudeau), entre-temps, se rit des plaintes des provinces productrices qui veulent obtenir le maximum de protection pour leurs ressources, et ainsi assurer le bien-être économique de leur population. Ces messieurs, qui sont censés représenter si ardemment les intérêts des Canadiens et des Québécois, insultent l'Ouest producteur de pétrole qui doit pourtant chauffer les foyers québécois cet hiver et permettre aux Québécois de se rendre au travail.

Lors des dernières élections, monsieur le président, les Québécois, qui ont été convaincus par les libéraux d'Ottawa que le fait de payer 18 c. le gallon de plus pour leur pétrole représentait un sacrifice inutile, n'obtiendront pas de pétrole pour leur voiture, qu'importe le prix qu'ils seront prêts à payer.